

RÉGÉNÉRESCENCE DE L'INTÉGRISME

Les librairies des ténèbres

Enquête réalisée par Lyas Hallas

Maktabet El-Istikama (Librairie de droiture), Maktabet Nour El-Kitab (Librairie Lumière du livre), Maktabet El Mouhadjirine (Librairie des Emigrés - Mekkois émigrés à Médine avec le Prophète Mohammed (QSSSL))... et bien d'autres appellations du même répertoire. Par définition, ces enseignes renvoient à une activité bien précise, celle de la vente du livre et de la papeterie. Cependant, les magasins en question, loués souvent assez cher, commercialisent des gammes hétéroclites de produits et ne proposent que rarement les affaires scolaires. On y trouve des tenues afghanes, des tchadors, des foulards, des livres religieux, des enregistrements d'imams orientaux et même des préparations à usage médicamenteux. Une activité qui prolifère de manière considérable à Constantine, mais qui ne semble déranger ni les autorités administratives ni les services de sécurité.

Est-elle codifiée en termes de la nomenclature des activités commerciales autorisées en Algérie ? On croit savoir que les prétendants à une telle activité demandent auprès de l'administration compétente, le plus souvent, des registres du commerce pour papeterie. Le détenteur d'un tel document peut, il est vrai, vendre, en guise d'activités accessoires, des produits cosmétiques, des

disques et cassettes, du tabac, des journaux et des puces téléphoniques. Néanmoins, la réglementation ne lui donne pas le droit de vendre les vêtements et les médicaments en même temps. Mieux encore, la loi interdit la vente des compositions à usage médicamenteux en dehors des pharmacies, et ce, y compris pour les herboristes qui sont autorisés à vendre uniquement les «plantes médicinales non vénéneuses, fraîches ou sèches». C'est-à-dire, ils ne peuvent en aucun cas commercialiser des préparations ou des compositions à usage médicamenteux.

Les préparations commercialisées dans ces «librairies» sont fabriquées à base d'huile, de miel, de vinaigre, de gingembre et autres plantes... Des ingrédients que le Prophète Mohammed (QSSSL) utilisait, à en croire ces commerçants, pour traiter les malades et qui ont d'autres usages esthétiques.

La quasi-totalité de ces produits sont importés, notamment de l'Arabie saoudite. Des importateurs profitent de la promotion faite pour cette «médecine prophétique» via les chaînes satellitaires arabes pour inonder le marché de ces produits. En fait, ce commerce ne se limite pas dans des locaux bien encartés sur un fichier ad hoc, mais s'étend dans les souks et



Photo : Samir Sid

les artères du centre-ville où l'espace public est squatté par des vendeurs à la sauvette.

Cette activité serait-elle rentable au point de devenir aussi attrayante ? Au vu de l'importance du nombre des Algériens ayant basculé vers le conservatisme et qui sont devenus hostiles à toute lecture historique ou scientifique des écritures saintes, il est plausible de penser que «ces commerçants» investissent un marché bien porteur.

C'est plutôt de «néo-commerçants» aux traits salafistes qu'il s'agit et

dont nombreux bénéficient du statut de repentis. Quant à la marchandise, elle serait donc un «produit d'appel», comme disent les promoteurs des grandes surfaces.

Dès lors, il est légitime de s'interroger sur la connivence de ces commerçants avec les groupes de soutien au terrorisme. Plusieurs repentis se sont reconvertis dans le renseignement et le recrutement pour le compte de leurs acolytes encore dans les maquis ou ont carrément renoué avec l'activité criminelle. Les rapports des services de sécurité sont éloquentes. Il est d'autant plus curieux de constater que ce commerce semble proliférer telle une toile d'araignée, alors qu'on pense que c'est un créneau peu porteur.

A bien décrypter les propos d'un vendeur, barbu et âgé d'une trentaine d'années environ, abordé au marché hebdomadaire d'El-Khroub, le lien est probable. Ce petit détaillant, qui vend également de la friperie, expose quelques articles (CD, huiles, parfums...) sur un étalage de piètre valeur.

C'est rentable ce que vous faites ? «Nous ne travaillons pas pour s'enrichir frère, mais juste pour gagner notre pain... Nous sommes des étudiants.» Et d'indiquer que la pommade «Chaleur en profondeur» se vend bien.

«Elle coûte 100 DA. Nous la commercialisons à hauteur de 120 DA», ajouta-t-il. Cette pommade serait destinée à soigner

«toutes sortes de maux». Précisons qu'à l'exception d'un nom et d'une adresse d'un importateur de Sétif, aucune mention n'indique le nom du laboratoire qui l'a fabriquée. Bref, on ne sait même pas si cette pommade est à usage thérapeutique ou cosmétique.

Vous êtes universitaires ? «Pourquoi, seule l'université dispense du savoir !?», répliqua-t-il, un brin hautain. Qu'est-ce que vous étudiez ? «L'exégèse, la sunna...» Où ? «Dans la mosquée», rétorquera-t-il sèchement. D'abord, à l'exception de la récitation du Coran, l'état d'urgence, encore en vigueur, interdit l'enseignement dans les mosquées, même si les textes encadrant cette situation exceptionnelle ont été allégés. Ensuite, le mépris de ce vendeur à l'égard de l'université et des universitaires dénote d'un fanatisme à prendre au sérieux.

Sur un autre plan, les disques et cassettes commercialisés promeuvent des courants doctrinaux étrangers à notre conception de l'islam. «Les enregistrements des cheikhs : Abdelhamid Kouchk, Mohamed Hassan, Nabil El Aouadhi, Mohammed Hussein Yacoub se vendent comme des petits pains», confiera un autre vendeur. Le premier est un Egyptien. C'est une figure emblématique du mouvement des Frères musulmans. Les trois autres sont des imams d'obédience fondamentaliste wahhabite. Ce qui devrait inquiéter s'agissant de l'avenir des

jeunes générations, initiées approximativement aux connaissances religieuses. Comble de l'ironie, le livre est devenu un produit de prédilection des trabendistes. De l'aveu même d'un libraire installé à Constantine, ses pairs ont développé un système D pour faire introduire les livres interdits à la vente en Algérie ou qui coûtent cher à l'importation. Selon ses dires, l'Etat algérien encourage, ces dernières années, l'importation des livres de soufisme. Certains libraires font ainsi leurs emplettes au moyen du «cabas» en passant des commandes, ajoutera-t-il, auprès de gens qui voyagent régulièrement à l'étranger.

Du côté de la Direction du commerce de la wilaya de Constantine, on aborde le sujet de manière plutôt mécanique. Autrement dit, c'est une infraction à mettre sur le registre de la non-conformité d'une telle pratique aux activités inscrites sur le registre du commerce. Aucun bilan spécifique n'a été établi par ladite administration. «Je ne crois pas que ça prolifère de manière aussi inquiétante.

En tout cas, nous avons constaté plusieurs infractions s'agissant de ce créneau précis. Je me souviens qu'un commerçant activant au centre-ville et disposant d'un registre du commerce pour vente d'habillement mais commercialisant des CD et autres articles, a été sommé par les contrôleurs à se conformer à la réglementation», dira le chef du service de contrôle près de cette administration. Pour sa part, le chargé de communication de cette direction et non moins chef de service de la qualité a déclaré que la Direction du commerce n'est pas le seul intervenant dans la chaîne de contrôle.

Selon ses termes, son service ne s'intéresse qu'aux commerces établis. Sinon, le marché informel est, ajoutera-t-il, du ressort des services de sécurité. D'autant plus que la Direction du commerce intervient uniquement pour protéger les marques déposées en Algérie. Puisque, argumentera-t-il, il est impossible de reconnaître les qualités d'un produit qui n'est pas déposé. Ce sont les services de la santé qui sont habilités à contrôler les préparations à usage médicamenteux, selon toujours notre interlocuteur.

L. H.

Leçon non retenue

Quel enseignement a-t-on tiré de notre histoire récente, ô combien douloureuse ? L'absence de réaction prévenante et prévoyante des dirigeants du pays pendant les années 80 face à la montée du fondamentalisme islamiste avait plongé le pays dans une spirale infernale de violence et à ce jour, on ne s'est encore pas définitivement remis ni débarrassé des affres de l'intégrisme et du terrorisme.

Depuis, les voies et moyens de la propagande ont considérablement évolué et le danger venant du ciel ou via la toile est irrésistible. Même l'Etat n'y peut rien.

Lorsque, toutefois, le péril empreinte des sentiers rudimentaires qu'on peut enrayner par une simple mais stricte application des lois et règlements et sans faire appel aux dispositions contraignantes de l'état d'urgence, l'inertie de ce dernier dénote alors sa faillite, voire même sa complicité ne serait-ce que par imprévoyance. En quoi consiste l'ac-

tivité des librairies dites «islamiques» et pourquoi prolifèrent-elles de manière vertigineuse à telle enseigne que chaque quartier est pourvu de son «coin de paradis» ? Qu'a-t-elle de si ragoûtante cette besogne qui fait galoper par les temps qui courent, des salafistes, des repentis et autres intégristes notoires ?

D'où provient l'argent injecté dans ce créneau qui semble avoir tissé un vaste réseau où seuls les barbus sont admis ? Pourquoi les pouvoirs publics sont-ils aussi permissifs face à ce charlatanisme qui fait fi des lois qui régissent l'activité commerciale et qu'ont-ils à ignorer la propagation de ce phénomène ?

Autant d'interrogations qui n'émeuvent, pour l'instant, ni les autorités administratives ni les autorités sécuritaires, ce qui est en soi une autre concession au fondamentalisme islamiste qui n'en demande pas tant pour se régénérer.

K. G.